

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Les effets majeurs de la guerre sur la campagne

Selon l'enquête d'Ipsos-Sopra Steria pour « Le Monde », le conflit dans l'est de l'Europe conforte la stature de Macron, qui devance encore plus largement ses concurrents

Amesure que l'échéance se rapproche, la candidature d'Emmanuel Macron se renforce. Un peu plus d'un mois avant le premier tour de l'élection présidentielle, le chef de l'Etat, désormais officiellement candidat, fait non seulement la course en tête, mais creuse encore l'écart avec ses deux premiers poursuivants, à savoir les prétendants d'extrême droite, Marine Le Pen et Eric Zemmour. La guerre en Ukraine et le traumatisme qu'elle suscite parmi les électeurs jouent un rôle considérable dans cette dynamique.

C'est l'un des principaux enseignements de la sixième vague de l'enquête réalisée par Ipsos-Sopra Steria en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et la Fondation Jean Jaurès pour *Le Monde*. La force de notre panel est son amplitude, puisque l'échantillon utilisé est de 13 651 personnes. Les intentions de vote au premier tour sont calculées à partir des sondés « certains d'aller voter ayant exprimé une intention de vote », soit 8 585 personnes. Résultat : les marges d'erreur pour le premier tour sont très faibles, comprises entre 0,1 et 0,9 point. Cette étude a été réalisée du 24 au 27 février, soit au début de l'offensive russe en Ukraine, un événement qui rend encore plus difficile le déroulement d'une campagne déjà perturbée par le Covid-19 et les restrictions sanitaires. Pour comprendre au mieux l'évolution de l'état de l'opinion et mesurer l'im-

part de la guerre en Ukraine sur la campagne présidentielle, Ipsos a lancé du mercredi 2 au jeudi 3 mars un complément d'enquête, interrogeant 3 599 panelistes.

Les résultats sont très instructifs : en moins d'une semaine, Emmanuel Macron progresse de 4 points. Il passe de 26,5 % (marge d'erreur de plus ou moins 0,9 point) à 30,5 % d'intentions de vote (marge d'erreur de plus ou moins 1,9 point). Ses concurrents directs s'érodent : Marine Le Pen perd 1 point (14,5 %, marge d'erreur de plus ou moins 1,4 point), Eric Zemmour, 2 points (13 %, même marge d'erreur) et Valérie Pécresse, 1 point (11,5 %, marge d'erreur de plus ou moins 1,3 point). Pour les deux candidats d'extrême droite, leur soutien passé à Vladimir Poutine explique notamment cette perte sèche. A l'opposé du spectre politique, Jean-Luc Mélenchon, lui, gagne 0,5 point et atteint 12 % (marge d'erreur de plus ou moins 1,3 point).

« PRIME AU SORTANT »

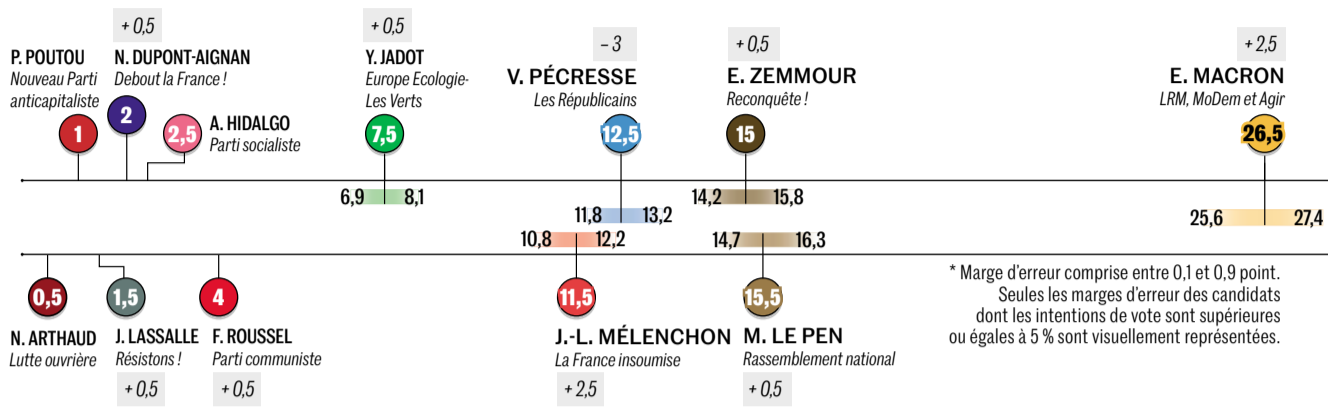
Une guerre aux portes de l'Europe, une pandémie qui n'est pas encore finie... Le contexte est inédit à la veille d'une présidentielle. Cette succession de crises renforce la « prime au sortant » qui permettait déjà à Emmanuel Macron de devancer largement les autres candidats. Certes, les choses peuvent encore bouger. Il n'empêche : l'avance dont bénéficie M. Macron s'accroît. Au début du mois de mars, son score potentiel est deux fois plus élevé que celui de sa principale concurrente, M^{me} Le Pen, qui distancie M. Zemmour.

La volatilité de la situation internationale et l'anxiété qu'elle engendre – 90 % des personnes interrogées se disent inquiètes de la guerre en Ukraine, et ce sujet est la seconde préoccupation des sondés, derrière le pouvoir d'achat – favorisent la personnalité déjà installée au pouvoir, qui n'a pas besoin de prouver sa « présidentialité », et qui apparaît, à tort ou à raison, comme le garant d'une stabilité intérieure. Le chef de l'Etat est d'ores et déjà un acteur de premier plan, ayant même tenté une issue diplomatique avant le déclenchement des hostilités. Dans toute une partie de l'électorat, il est donc vu comme le plus à même de conduire le pays dans ces temps troublés. Un avantage

Les intentions de vote au premier tour de la présidentielle

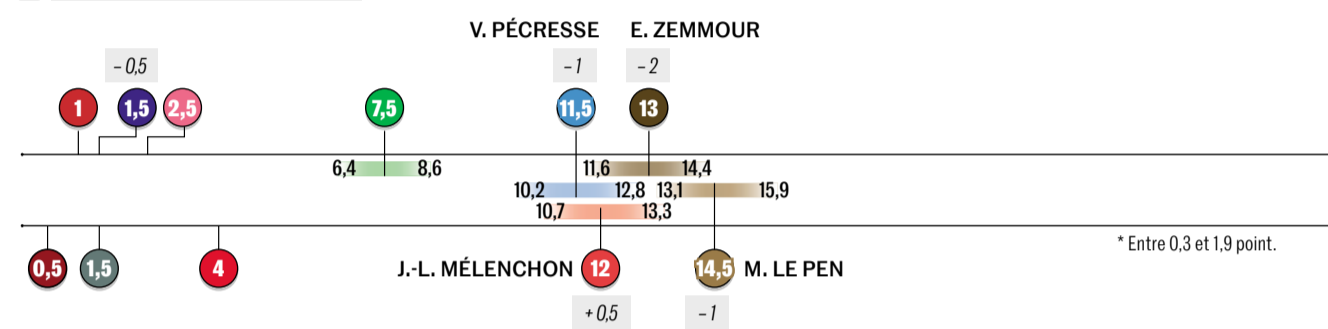
Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain et si vous aviez le choix entre les candidats suivants, quel est celui pour lequel il y aurait le plus de chances que vous votiez au premier tour ?

A SONDAGE DU 24 AU 27 FÉVRIER



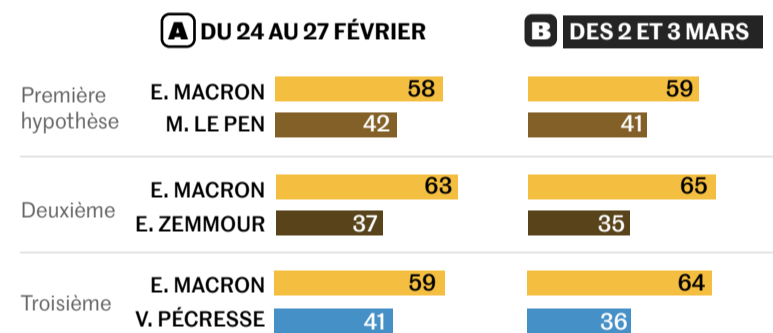
B SONDAGE DES 2 ET 3 MARS

Enquête complémentaire pour mesurer les effets de la guerre en Ukraine (panel plus restreint).



Si le second tour avait lieu dimanche prochain, quel est le candidat pour lequel il y aurait le plus de chances que vous votiez au second tour ?

En % des personnes certaines d'aller voter



LA VOLATILITÉ DE LA SITUATION INTERNATIONALE ET L'ANXIÉTÉ QU'ELLE ENGENDRE FAVORISENT LA PERSONNALITÉ DÉJÀ AU POUVOIR, QUI N'A PAS BESOIN DE PROUVER SA « PRÉSIDENTIALITÉ »

certain pour M. Macron qui se vérifiait, d'ailleurs, déjà avant l'invasion russe. Ainsi, lors de la cinquième vague – début février – le chef de l'Etat avait, pour 60 % des sondés, « l'toffe d'un président ».

INTÉRÊT EN HAUSSE

Concernant son bilan, là aussi, les indicateurs sont positifs pour le président. 28 % des sondés sont satisfaits, 33 % ni satisfaits ni insatisfaits, et 39 % insatisfaits. Cependant, le nombre de Français satisfaits de son action ne cesse de progresser depuis deux ans (ils étaient 15 % en février 2019). M. Macron retrouve presque le niveau d'approbation de mai 2017, juste après son élection (30 %). Et pour une majorité de sondés, l'is-

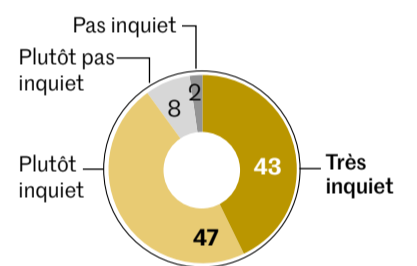
sue du scrutin laisse pas de place au doute : 67 % des personnes interrogées (4 points de plus que début février) estiment que M. Macron sera qualifié au second tour, puis élu, le 24 avril. Ils sont 13 % à le penser pour M^{me} Le Pen, 9 % pour M^{me} Pécresse et M. Zemmour. Le sentiment d'avoir une élection jouée d'avance, que l'on avait déjà souligné lors de la vague précédente, reste fort.

Pour autant, la guerre en Ukraine donne un coup de fouet à l'intérêt porté à la présidentielle. Selon l'étude menée les 2 et 3 mars, il est même en hausse par rapport à il y a cinq ans. 80 % des personnes interrogées se disent « intéressées » par le scrutin contre 79 % en mars 2017. L'intention d'aller voter

Quel est votre état d'inquiétude...

En % des personnes interrogées, lors du sondage des 2 et 3 mars

... au sujet de la guerre en Ukraine ?



Le conflit en Ukraine crée une inquiétude massive dans l'opinion

La situation géopolitique a fait irruption dans la campagne électorale en provoquant une vague d'anxiété, notamment chez les plus âgés

L'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine a fait irruption dans la campagne présidentielle au moment même où la sortie de la pandémie liée au Covid-19 et l'annonce imminente de la candidature d'Emmanuel Macron devaient nous faire enfin entrer dans une confrontation des projets et des personnes. Comme le Covid-19, elle provoque deux effets : d'une part une inquiétude massive et un sentiment de vulnérabilité comme jamais, d'autre part une focalisation sur ce quasi seul enjeu avec le pouvoir d'achat.

Mais le parallèle s'arrête là. La pandémie, même mondiale, était une crise sanitaire aux conséquences politiques et économiques importantes. L'Ukraine est une crise politique, au sens plein et entier du terme. Dans un cas, le pays subissait un virus inconnu. Dans l'autre, il est confronté à une situation que des choix strictement politiques ont créée et dont

le dénouement relèvera aussi de choix strictement politiques : le risque que nous sommes prêts à prendre pour défendre des valeurs et un modèle politique spécifique face à une agression déléguée ; les conséquences économiques à assumer. Enfin, est-il utile de le rappeler, depuis que Vladimir Poutine a évoqué la possibilité d'une escalade nucléaire, la crise a changé de niveau.

Deux visions du monde

Dans ce contexte, la sixième vague de notre panel apporte de premiers éclairages.

La peur tout d'abord, et l'on devrait sans doute parler d'effroi ou d'angoisse, tant elle est importante : 90 % des Français se disent inquiets de la situation, dont 42 % très inquiets. Le pic de l'angoisse se situe chez les femmes et les plus âgés, où il tangente les 95 %. Mais le point de polarisation le plus important est bien dans les électo-

rats : les plus inquiets sont les électeurs de M. Macron (54 % de très inquiets), les moins inquiets ceux de Marine Le Pen (41 %) mais surtout d'Eric Zemmour (35 %).

Derrière les « progressistes » et les « nationaux », ce sont donc bien, en réalité, deux visions du monde qui se jouent, dont la géopolitique et le rapport à un homme et à un régime comme celui de M. Poutine font totalement partie. Preuve s'il en est de la force de ce clivage : le soutien et l'admiration longtemps affichés à l'égard du président russe par M. Zemmour et M^{me} Le Pen ébranlés, certes, leur électorat mais sans provoquer d'effondrement : la candidate du Rassemblement national perd 1 nouveau point (14,5 %), Eric Zemmour en perd 2 (13 %). Ce n'est pas rien, d'autant que M. Macron s'envole à 30,5 %, mais le substrat tient.

La crise ukrainienne a une autre conséquence : elle accentue

comme critère de choix fondamental la capacité d'un candidat à faire face à une crise grave et, là encore, traverse totalement les électors. Avant même l'offensive lancée par Vladimir Poutine, cette dimension était devenue la deuxième grande attente des Français à l'égard d'un président, après l'écoute des Français et la connaissance de leurs préoccupations et de leurs attentes. Dans un monde de plus en plus menaçant, scandé par des crises toujours plus graves et soudaines (crise économique et financière de 2008, crise sociale des « gilets jaunes » de 2018, crise sanitaire de 2020), cette grille de lecture s'accroît à nouveau avec l'Ukraine mais très différemment selon les électors.

Ainsi, dans la sixième vague de l'enquête électorale, 55 % des Français déclarent que s'ils votent pour le candidat qu'ils indiquent au premier tour, c'est parce qu'il est le plus proche de leurs idées, 31 %

parce qu'ils ont confiance en lui ou en elle et 13 % pour barrer la route à un autre candidat. Comme quoi, le vote utile, que certains considèrent comme un vote dégradé, reste extrêmement minoritaire face à un vote d'adhésion idéologique ou de confiance à l'égard d'une personne.

Mais le point remarquable est la proportion des électeurs d'Emmanuel Macron à mettre en avant la dimension personnelle du candidat : 55 % d'entre eux (24 points de plus que la moyenne) évoquent la confiance qu'ils lui portent, 31 % seulement ses idées. A l'inverse, le vote idéologique est maximal chez les électeurs de Yannick Jadot (83 %) et de Jean-Luc Mélenchon (70 %), mais aussi chez ceux d'Eric Zemmour (63 %). D'un côté, la capacité d'une personne à faire face à des crises et à avoir la stature présidentielle ; de l'autre, la clarté et la radicalité d'un positionnement autour d'une idée majeure : la rup-

ture et l'opposition aux riches, l'urgence climatique, l'islam et l'immigration.

Le risque démocratique posé par la crise ukrainienne est donc d'escamoter le débat absolument nécessaire sur les grandes options à trancher pour gouverner la France. Si ce débat n'a pas lieu, le président de la République actuel est, aujourd'hui, en parfaite situation pour être reconduit, sauf qu'il s'agira davantage d'une reconduction que d'une réélection, avec une faiblesse potentielle majeure pour la suite de son mandat.

L'opportunité démocratique posée par la crise ukrainienne est qu'elle nous force, enfin, à réfléchir à nos valeurs profondes, à ce que nous sommes et voulons être et au prix à payer pour cela. A trente-six jours du premier tour, il est encore possible de saisir cette opportunité. ■

BRICE TEINTURIER (DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ D'IPSO)

En matière de vote, le souci du collectif l'emporte sur le personnel

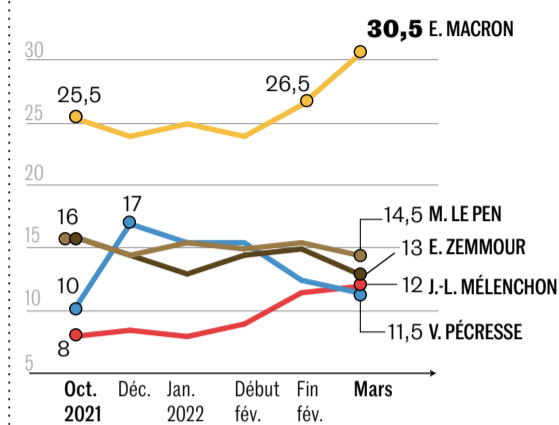
Quel que soit le candidat qu'ils choisissent, les Français font passer l'amélioration de l'état du pays avant leur situation individuelle

Intentions de vote

en % Marge d'erreur*

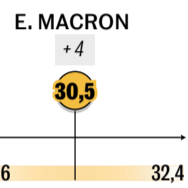
Evolution en points des intentions de vote par rapport au dernier sondage

Evolution des intentions de vote au premier tour
Seules les intentions de vote supérieures ou égales à 10 % sont représentées.

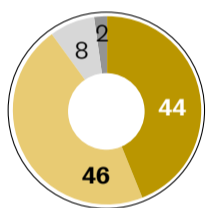


A Sondage Ipsos-Sopra Steria pour *Le Monde*, la Fondation Jean Jaurès et le Cevipof, réalisé par Internet du 24 au 27 février 2022 sur un échantillon de 13 651 personnes représentatif (méthode des quotas) de la population française, inscrites sur les listes électorales et âgées de 18 ans et plus, dont 8 585 personnes certaines d'aller voter, et ayant exprimé une intention de vote.

B Enquête complémentaire réalisée les 2 et 3 mars, pour mesurer les effets de la guerre en Ukraine. Panel de 3 599 personnes représentatif de la population (méthodologie des quotas) inscrites sur les listes électorales et âgées de 18 ans et plus, dont 2 274 personnes certaines d'aller voter ayant exprimé une intention de vote.



... sur les conséquences économiques ?



**À 15 POINTS
DERRIÈRE MACRON,
MARINE LE PEN
ET ÉRIC ZEMMOUR SONT
QUASIMENT À ÉGALITÉ**

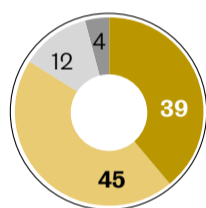
au premier tour frémir aussi: avec 78 % (66 % « certains d'aller voter », 12 % « presque certains »), elle augmente de 1 point en trois jours, mais est 2 points plus basse qu'en mars 2017. L'abstention potentielle s'élève à 22 %, contre 20 % en mars 2017. Au final, l'abstention au premier tour avait été de 22,2 % en 2017.

ÉCARTS ACCENTUÉS À GAUCHE

Face à cette situation, y a-t-il encore un espace pour les oppositions? Tous les rivaux de M. Macron sont à plus de 15 points derrière lui. Quasiment à égalité entre eux, les candidats d'extrême droite peuvent, l'un ou l'autre, se qualifier pour le second tour. La lutte promet d'être acharnée. D'autant que Valérie Pécresse continue sa glissade. Crédité de 17 % d'intentions de vote après sa désignation par le vote interne aux Républicains, en décembre 2021, la présidente de la région Ile-de-France ne cesse de reculer. Début février, elle était testée à 15,5 %. En trois semaines, elle perd 4 points et tombe donc à 11,5 % des intentions de vote, passant derrière Jean-Luc Mélenchon.

Autre mauvaise nouvelle pour l'ancienne chiraquienne: en cas de qualification au second tour, elle ferait, face à Emmanuel Macron, moins bien que M^{me} Le Pen, en réunissant sur sa candidature 36 % des électeurs (marge d'erreur de plus ou moins 2,3 points). C'est dans ce scénario que l'abstention serait la plus forte. C'est la leader du Rassemblement national qui ferait le meilleur score face au président sortant. Elle obtiendrait 41 % des voix (marge d'erreur de

... sur une possible extension du conflit au-delà de l'Ukraine ?



Infographie *Le Monde*

plus ou moins 2,2 points). M. Zemmour, lui, réunirait 35 % des suffrages (même marge d'erreur). Pour la première fois, dans notre panel, Jean-Luc Mélenchon est testé pour un second tour. C'est lui qui rassemblerait le moins de suffrages avec un score de 33 % (même marge d'erreur).

A gauche, le retrait de Christiane Taubira ne rebat pas les cartes, mais permet d'accentuer les écarts. Ainsi, le communiste Fabien Roussel grappille encore 0,5 point et atteint 4 % (marge d'erreur de plus ou moins 0,8 point), laissant derrière la socialiste Anne Hidalgo, toujours encalminée à 2,5 % (marge d'erreur de plus ou moins 0,6 point).

Une chose est sûre: la décision de l'ancienne garde des sceaux profite à Yannick Jadot qui gagne 0,5 point pour atteindre 7,5 % des intentions de vote (marge d'erreur de plus ou moins 1,1 point), mais aussi et surtout à Jean-Luc Mélenchon. Le candidat « insoumis » dépasse pour la première fois dans notre enquête la barre des 10 % d'intentions de vote pour atteindre 12 % dans l'enquête menée les 2 et 3 mars. Soit une progression de 3 points en moins d'un mois.

Désormais solide leader de la gauche, M. Mélenchon peut même espérer encore progresser. Lui qui a théorisé la stratégie du « trou de souris » pour atteindre le second tour, et qui se qualifie de « tortue sagace » dans la course présidentielle, dépasse désormais la candidate de la droite parlementaire. Il peut même croire à un croisement des courbes avec Eric Zemmour puisqu'il s'en rapproche de plus en plus: seulement 1 point les sépare. Si le député des Bouches-du-Rhône parvient à apparaître comme le « vote utile » de son camp politique, et donc le seul en capacité à le faire exister dans cette élection, alors la surprise pourrait bien venir de la gauche. Mais ces hypothétiques dynamiques sont dorénavant fortement liées au contexte international. ■

ABEL MESTRE

tion de la situation du pays que de leur situation personnelle. Evidemment, l'un ne peut s'envisager sans l'autre.

Marine Le Pen (24 %) et Emmanuel Macron (23 %) recueillent le pourcentage le plus élevé, mais de faible intensité, de personnes considérant qu'au cours des prochaines années la situation de la France s'améliorera s'ils sont élus. Les autres candidats se situent à courte distance: Eric Zemmour (20 %), Valérie Pécresse (17 %) et Jean-Luc Mélenchon (17 %). Mais ce qui différencie le président sortant de la candidate du Rassemblement national (RN) est l'effet miroir du vote sociotropique, à savoir la perception d'une dégradation de la situation du pays qui leur serait attribuée. Les 13 500 personnes interrogées dans notre enquête déclarent à 56 % que la situation de la France se dégraderait si M^{me} Le Pen était élue présidente contre seulement 40 % en cas de victoire d'Emmanuel Macron.

Contradictions de l'électeur

Finalement, l'existence d'un vote sociotropique débouche sur une forte polarisation où M. Macron dispose du rapport le plus favorable entre les perspectives positives et négatives (pour 1 électeur anticipant une amélioration de la France, ils sont 1,7 électeur à anticiper une dégradation si M. Macron est élu, 2,7 si M^{me} Le Pen est élue et 3,2 si M. Zemmour l'emporte).

En revanche, en matière de vote égotropique, les résultats de l'enquête montrent une hiérarchie différente du vote sociotropique puisque Marine Le Pen

**EN CES TEMPS
INCERTAINS,
LES FRANÇAIS SONT
SOUCIEUX DE CONFIER
LE POUVOIR AU CANDIDAT
LE PLUS PROMPT À
RÉDUIRE LES DÉSORDRES
INTERNES ET EXTERNES**

convainc à 21 % les électeurs de sa capacité à améliorer leur destin, contre 15 % pour Emmanuel Macron et 13 % pour Valérie Pécresse. Ce résultat semble conforme avec la forte préoccupation de l'électorat de la candidate RN autour des questions de pouvoir d'achat (63 %). Toutefois, chacun des candidats peine à convaincre leurs électeurs respectifs de leur capacité à améliorer leur situation personnelle. Deux groupes s'opposent: d'un côté, un groupe constitué de candidats radicaux, tels Marine Le Pen (67 %), Eric Zemmour (71 %), Jean-Luc Mélenchon (69 %) qui obtiennent un score majoritaire parmi leurs partisans respectifs; et, de l'autre côté, des candidats au centre de l'échiquier politique qui n'obtiennent qu'une adhésion minoritaire de leurs partisans: Emmanuel Macron (42 %), Valérie Pécresse (45 %) et Yannick Jadot (47 %).

La faiblesse du vote égotropique démontre, s'il en était besoin, que le modèle de l'électeur

rational repérant dans chacun des programmes ce qui lui serait favorable pour déclencher un vote partisan s'efface devant un autre modèle d'électeur, qui serait guidé par une rationalité plus limitée. Limitée en ce sens qu'elle peut provoquer des contradictions. On peut vouloir imposer le pouvoir d'achat comme priorité d'action publique pour que l'ensemble de la société en bénéficie et non pas seulement parce qu'on est personnellement touché par la hausse de l'inflation et par la faible augmentation des salaires.

La prééminence du vote sociotropique souligne, en ces temps incertains, que les Français sont soucieux de confier le pouvoir présidentiel au candidat le plus prompt à réduire les désordres internes et externes. Comme nous l'avons observé à plusieurs reprises au cours des précédents quinquennats, chaque crise produite de l'incertitude qui elle-même ravive un sentiment d'inquiétude et d'anxiété et qui, en retour, se traduit dans les urnes par une préférence pour le conservatisme, autrement dit pour le statu quo.

A un peu plus d'un mois du premier tour de l'élection présidentielle, il serait hasardeux de considérer que les jeux sont faits pour Emmanuel Macron, mais ce dernier dispose d'un atout considérable – son capital politique –, pour attirer à lui le vote sociotropique des Français. ■

MARTIAL FOUCAULT
(PROFESSEUR À SCIENCES PO
ET DIRECTEUR DU CEVIPOF)

Les forces et les fragilités de la lente progression de Jean-Luc Mélenchon

Le candidat de LFI a gagné quatre points depuis septembre, devançant les autres personnalités de gauche. Mais il est confronté à trois problèmes: Roussel, sa propre image et la guerre

Jean-Luc Mélenchon, le retour. Depuis la rentrée de septembre, le candidat de La France insoumise (LFI) oscillait entre 8 % et 9 % des intentions de vote; il atteint désormais 12 % et sa progression de 3 points constitue l'un des événements de cette vague du panel électoral. Mieux, l'écart qui le sépare d'une qualification pour le second tour était de 8 points en octobre 2021, il est désormais de 2,5 points. Peut-on en conclure que ce qui était impossible n'est plus qu'improbable?

Pour comprendre ce qui est train de se passer, on peut se contenter d'une analyse subjective. Jean-Luc Mélenchon fait une bonne campagne: le ton est calme, le fond est dense, les moyens sont innovants. Exactement comme en 2017 – au point de faire oublier à beaucoup de Français les excès de ces cinq dernières années.

Le panel ajoute surtout deux éléments plus objectifs. Il permet de comprendre, d'une part, les motivations de ses électeurs: comparé aux autres candidats, c'est la proximité idéologique (70 %) et non la confiance personnelle (17 %) qui explique leur choix – pour les électeurs d'Emmanuel Macron, les réponses sont presque inversées (32 % et 55 %).

Le panel permet de connaître, d'autre part, l'origine de ses nouveaux électeurs. La progression de Jean-Luc Mélenchon s'explique peu par la mobilisation de nouveaux électeurs (+ 0,5 point); elle s'explique principalement par le changement d'électeurs qui étaient déjà mobilisés mais déclaraient auparavant vouloir voter pour Christiane Taubira (+ 1 point) ou Yannick Jadot (+ 0,5). Au total, la sociologie de l'électorat de Jean-Luc Mélenchon est à bien des égards équilibrée: les scores sont proches chez les ouvriers et chez les cadres supérieurs, dans le monde rural et dans les agglomérations, entre les titulaires d'un bac +3/+ 4 et ceux qui n'ont pas de diplôme.

Réelles potentialités

Ces dernières semaines de campagne – en partant, ne l'oublions pas, d'un score inférieur de 4 points à celui qu'il recueillait à la même période en 2017? Sa dynamique n'est pas exempte de fragilités. Ses électeurs sont bien moins sûrs de leur vote que ceux des candidats qui le devancent. A peine la moitié d'entre eux déclarent que leur choix est définitif; le score se situe aux alentours de 80 % pour ceux d'Emmanuel Macron, de Marine Le Pen et d'Eric Zemmour. Et l'examen des « se-

conds choix » – « pour qui voteriez-vous si vous deviez ne pas voter pour votre candidat ? » – montre qu'il dispose de peu de réserves potentielles chez ceux qui déclarent aujourd'hui être certains d'aller voter sans que leur choix soit définitif: les principales se trouvent chez Fabien Roussel et Yannick Jadot mais leur addition est inférieure à 2 points...

Pourtant, la dynamique dont bénéficie Jean-Luc Mélenchon a aussi des potentialités réelles – d'autant plus fortes qu'il devance aujourd'hui nettement les autres candidats de gauche. La difficulté est qu'il doit réussir à mobiliser des électeurs actuellement dans l'abstention. Il est en effet frappant de constater que Jean-Luc Mélenchon réalise un score plus élevé dans les catégories qui votent moins que la moyenne. Un seul exemple: il est fort chez les 18-34 ans (17 %) et faible chez les plus de 70 ans (4,5 %). Or, les premiers ne sont que 54 % à être certains d'aller voter quand le taux atteint les 80 % chez les seconds.

Mais ce n'est pas tout. Pour amplifier sa dynamique, Jean-Luc Mélenchon est en définitive confronté à trois problèmes principaux. Le premier problème s'appelle Fabien Roussel dont la candidature prospère, rassemblant des électeurs (4 %) qui,

pour une bonne part, avaient voté pour celui qui était soutenu par le Parti communiste en 2017. Le deuxième problème s'appelle Jean-Luc Mélenchon – ou, pour être plus précis la dégradation de son image. Si on la compare à celle de la fin de la campagne de 2017, le contraste est éditant: seul Emmanuel Macron le devançait alors – et de peu – sur les principaux traits d'image; aujourd'hui, seuls 16 % des Français estiment qu'il « donne une bonne image de la France à l'étranger », 20 % considèrent qu'il a « l'etoffe d'un président », 35 % répondent qu'il « comprend les problèmes des gens comme nous ».

Le troisième problème, le plus lourd, s'appelle évidemment Vladimir Poutine. Parce que la guerre contre l'Ukraine lancée par le président Russe met au jour des positions difficiles à justifier a posteriori. Parce qu'elle amène la campagne sur un terrain international sur lequel Jean-Luc Mélenchon avait déjà buté en 2017 avec notamment « l'alliance bolivarienne ». S'il ne semble pas pouvoir atteindre le même score qu'en 2017, reste à savoir à quel niveau se situera le seuil de qualification en 2022. ■

GILLES FINCHELSTEIN
(DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
LA FONDATION JEAN-JAURÈS)